

## La décroissance. 10 questions pour comprendre et en débattre

Bayon Denis, Flipo Fabrice, Schneider François  
Éditions La Découverte, Paris, 2010, 236p.

Le livre présenté ici sous la forme d'un résumé constitue un ouvrage de référence pour comprendre le mouvement de l'objection de croissance, découvrir ses propositions émergentes et répondre aux questions qui fâchent; il condense un ensemble d'informations que l'on retrouve dans de nombreux livres ou articles consacrés à la décroissance.

N'hésitez pas à transmettre ce résumé à vos proches, à vos amis... A vos délégués syndicaux.

Les ajouts entre [crochets] proviennent d'autres sources. Ils apportent des compléments d'information.

L'annexe 2 (non disponible en version numérique) contient une compilation d'articles remarquables extraits du journal "La Décroissance. Le journal de la joie de vivre" et du site [www.decroissance.info](http://www.decroissance.info).

Christophe ([christophe.lecolibri@hotmail.com](mailto:christophe.lecolibri@hotmail.com))

*« Tout paraît impossible jusqu'au moment où l'on agit, alors on s'aperçoit que c'était possible ».*

*Evelyn Underhill (1875-1941).*

### Introduction

L'idée de la décroissance est souvent associée au premier rapport du **Club de Rome** paru en 1971 et intitulé « Limits to Growth » (« Les limites de la croissance »). Compte tenu de l'évolution des ressources énergétiques disponibles, des évolutions la population et de la pollution, ce rapport estime que la croissance économique s'arrêtera probablement vers 2020.

Le terme « décroissance » apparaît dans un livre de **Nicholas Georgescu-Roegen** (NGR) (1906-1994) paru en 1979 et intitulé « Demain la décroissance ». Dans cet ouvrage, l'auteur défend notamment l'idée d'une décroissance inéluctable dans nos sociétés industrielles suite à l'épuisement des ressources fossiles. A noter que NGR ne parle pas encore dans ce travail de « décroissance » mais de « declining state ». Le terme de « décroissance » est une idée des traducteurs, idée que NGR soutiendra ultérieurement.

#### La galaxie « décroissance »

En France, La décroissance devient un thème militant avec la publication en 2002, d'un numéro de la revue écologiste « Silence ». Ce numéro, publié par **Vincent Cheynet** et **Bruno Clémentin**, est consacré à la décroissance et va connaître un vif succès.

Le magazine « Casseurs de pub », créé en 1999, dirigé par Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, va également porter ce thème.

La décroissance sera aussi le thème central des débats d'une conférence organisée en 2002 par l'UNESCO et intitulée « Défaire le développement, refaire le monde ».

En 2004, l'idée de la décroissance sort des rangs écologistes pour toucher un public plus large avec le lancement du journal « La Décroissance, le journal de la

joie de vivre ». Aujourd'hui, ce journal est imprimé à 47.000 exemplaires.

Il existe plusieurs sites internet en lien avec l'idée de la décroissance : [decroissance.info](http://decroissance.info); [decroissance.org](http://decroissance.org); [ladedcroissance.net](http://ladedcroissance.net).

Plusieurs « marches pour la décroissance » ont été organisées notamment en France, en Belgique, en Espagne.

Le mouvement altermondialiste et les mouvements libertaires sont imprégnés aussi par l'idée de la décroissance.

En France, un parti politique fondé en 2007, le Parti pour la décroissance (PLD), et un mouvement politique (MOC) sont réunis au sein de l'Association d'objecteurs de croissance (ADOC)<sup>1</sup>.

La parution de nombreux livres sur le sujet ainsi que l'apparition de mouvements similaires dans d'autres pays témoignent de l'existence d'une vague large et profonde.

La revue « Entropia », lancée en 2006, a pour objectif de donner plus de cohérence théorique à l'idée de la décroissance. Cette revue se présente comme une « revue théorique et politique d'étude de la décroissance » et s'engage « pour l'enrichissement de l'imaginaire théorique, poétique et politique de l'après-développement ». Le terme Entropia se réfère à la racine étymologique du terme « entropè » qui désigne l'action de se retourner, de contempler le chemin parcouru et de réfléchir à la possibilité de changer de chemin.

En 2008, plus de 140 scientifiques de toutes disciplines, venus de 30 pays, vont participer à un colloque international sur la décroissance organisé par l'association *Recherche et Décroissance*. Le thème de ce colloque : la « décroissance économique pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale ». Ce colloque marque l'entrée du mot anglais « degrowth » dans différentes publications scientifiques. Actes disponibles sur [events.it-sudparis.eu](http://events.it-sudparis.eu). Plus de 500 chercheurs et membres de la société civile participeront à une seconde conférence organisée à Barcelone en mars 2010. Leur objectif est de travailler sur des propositions politiques et de recherches. Voir [degrowth.eu](http://degrowth.eu).

#### Une idée qui gagne les esprits

Actuellement, beaucoup d'intellectuels et de militants pensent que le thème de la décroissance constitue une « réflexion sérieuse » même s'ils n'y adhèrent pas.

Le débat sur la décroissance est même devenu incontournable dans les cercles les plus hostiles à toute réforme du capitalisme.

#### Derrière le slogan, des idées

Le terme « décroissance » n'est pas un concept savant. Il rassemble tous ceux qui souhaitent une économie qui prélève moins de ressources naturelles et rejette moins de polluants pour des raisons écologiques, sociales et démocratiques et qui sont conscients que cela implique une déstabilisation radicale du Produit intérieur brut (PIB)<sup>2</sup>.

1 [En Belgique, il existe le Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC). Les groupes locaux (Bruxelles, Liège, Louvain-la-Neuve, Mons, Namur, Vallée de la Vesdre) peuvent être contactés sur le site : <http://www.mpOC.be> ]

2 [ **Produit intérieur - Produit national brut et produit intérieur brut** Le **produit national brut (PNB)** est le revenu global des personnes qui vivent dans un pays, qu'elles travaillent dans ce pays ou à l'étranger. Le PNB par

Les « objecteurs de croissance » rejettent catégoriquement l'idée d'une « croissance verte » qui, selon eux, constitue un oxymore et un déni de la réalité<sup>3</sup>.

Le chapitre 1 tente de situer le thème de la décroissance au sein des courants d'idées existants. [p8]

Le chapitre 2 montre que la décroissance constitue aussi, à bien des égards, une idée neuve. [p15]

Le chapitre 3 explique pourquoi la décroissance est différente du développement durable. [p20]

Le chapitre 4 voit s'il existe une opposition entre progrès technique et décroissance. [p25]

Le chapitre 5 tente de montrer que la décroissance propose des solutions opposées à Malthus. [p28]

Le chapitre 6 explique que la décroissance vise l'égalité élargie à l'échelle planétaire et aux générations futures et qu'elle n'induit pas l'obligation de se contraindre contrairement à ce qu'une vision avide de la « richesse bourgeoise » tend à nous faire croire. [p31]

Le chapitre 7 voit si la décroissance peut être assimilée à une récession et si elle se traduirait automatiquement par une augmentation du chômage. [p36]

Le chapitre 8 s'interroge sur la pertinence d'une décroissance dans les pays du Sud. [p47]

Le chapitre 9 cherche à savoir si la décroissance peut être suspectée d'autoritarisme. [p51]

Le chapitre 10 présente ce que pourraient être les grandes lignes d'un programme politique de l'objection de croissance en tenant compte des différents courants existants. [p56]

---

habitant sert souvent d'indicateur de l'importance d'une économie.

Le **produit intérieur brut (PIB)** d'un pays ou d'une région est la valeur marchande de tous les biens et services qui sont produits en un an.

Il sert souvent d'indicateur du niveau de vie d'un pays ou d'une région. Le PIB constitue en outre une statistique de référence importante. Il sert souvent de dénominateur pour considérer des grandeurs, comme les dépenses en matière d'enseignement, sous un angle plus juste. Il permet de plus de faire des comparaisons avec d'autres pays ou régions. Le PNB est égal au PIB, plus les revenus primaires des habitants du pays en provenance de l'étranger, moins les revenus primaires des étrangers dans le pays concerné.

'Intérieur' signifie 'gagné/produit à l'intérieur des frontières'.

'National' signifie 'gagné/produit par les citoyens à l'intérieur

d'un pays'. Vous trouverez tous les [chiffres concernant le produit intérieur brut de la Belgique](#) sur le site de la Direction générale Statistique du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie. Pour [plus de chiffres concernant le PIB de la Belgique](#), vous pouvez également consulter le site de la Banque nationale de Belgique (BNB). Source :

[http://www.belgium.be/fr/economie/informations/economiques/produit\\_national](http://www.belgium.be/fr/economie/informations/economiques/produit_national)]

3 En **rhétorique**, un **oxymore** ou **oxymoron**, du grec  $\text{ὀξύμωρος}$  (*oxýmōros* - de  $\text{ὀξύς}$ , « aigu, spirituel, fin » et de  $\text{μωρός}$ , « niais, stupide », mot qui en grec signifie « malin stupide, spirituel sous une apparente stupidité », lui-même un oxymore) est une **figure de style** qui vise à rapprocher deux termes (un nom et un adjectif) que leur sens devrait éloigner, dans une formule en apparence contradictoire. Exemple : un silence éloquent. L'oxymore permet de décrire une situation ou un personnage de manière inattendue, suscitant ainsi la surprise. Il exprime ce qui est inconcevable. Il crée donc une nouvelle réalité poétique, il rend compte aussi de l'absurde. Source :

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Oxymore> ]

La décroissance n'est pas la fin de l'histoire. Le terme « décroissance » disparaîtra peut-être lorsqu'il aura accompli son rôle de réarmement de l'activité critique.

Par ailleurs, il faut aussi garder en tête que l'objection de croissance peut être récupérée à d'autres fins que l'émancipation sociale.

## 1. Que signifie « décroissance » ?

« Où l'on tente de déterrer quelques racines conceptuelles d'une vaste mouvance hétéroclite. »

### De la critique écologique à la critique du système des besoins

La critique écologique est la première source de la décroissance; elle défend le respect des écosystèmes et critique la société industrielle. Comme les écologistes, les objecteurs de croissance [abréviation : OC] affirment que le niveau matériel de consommation des pays « développés » est très inégalitaire vis-à-vis du Sud ou vis-à-vis des générations futures. Il s'agit donc de réduire nos consommations.

Les politiques de « croissance verte » suggèrent de ralentir la croissance des inégalités, les OC pensent qu'il faut se mettre le plus vite possible sur le chemin d'une croissance de l'égalité. Cette option implique une remise en cause radicale du système des besoins instauré par les pays développés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes.

Pour **Ivan Illich**, le problème ne réside pas seulement dans la marchandisation du monde mais aussi dans le fait que les institutions sont devenues des fins en soi qui ne poursuivent que leur propre expansion destructrice. Pour tous les « progrès » apportés par l'industrie dans un contexte de productivité, Illich identifie deux seuils :

- le premier seuil est franchi quand une activité sociale est confiée à un corps de spécialistes (exemple : les médecins);
- le second seuil est atteint lorsque la population est entièrement dépendante et que, « faute de moyens », il se crée une hiérarchie dans l'accès aux services.

Plus il y a de spécialistes qui s'occupent d'une activité sociale, plus l'utilité de ces spécialistes se met à décroître car l'institution crée de la rareté à laquelle elle prétend ensuite répondre. Dans les pays développés, la consommation ne peut pas être facilement réduite car elle est déterminée par la configuration des infrastructures. Par exemple, comment vivre sans voiture dans un quartier pavillonnaire ?

A « l'industrialisation du manque », Illich oppose la « structure conviviale ». Selon lui, la sortie du système des besoins constituerait un mouvement d'émancipation véritable.

Dans l'optique de la décroissance, une certaine forme d'abondance, de richesse bourgeoise, c'est avant tout une atteinte à l'émancipation collective. Cette idée n'a jamais été mise en évidence ni dans le marxisme ni dans le libéralisme classiques.

### De l'entropie à la critique de l'économie politique<sup>4</sup>

---

4 **L'entropie peut être [interprétée comme la mesure du degré de désordre d'un système au niveau microscopique].** Plus l'entropie du système est élevée, moins ses éléments sont ordonnés, liés entre eux, capables de produire des effets mécaniques, et plus grande est la part de l'**énergie** inutilisée pour l'obtention d'un **travail** ; c'est-à-dire

La signification exacte du terme entropie est complexe et fait débat mais les enjeux sont simples : le monde est soumis à des transformations irréversibles. Cette irréversibilité peut prendre plusieurs formes :

- elle peut être chimique : quand le pétrole est brûlé, il est dissipé et ne peut pas se reformer à l'échelle de l'espèce humaine;

- elle peut être mécanique : un métal qui est extrait des mines est un métal qui existe à l'état concentré. Son utilisation le disperse et il est difficile de le « reconcentrer » car les systèmes de recyclage consomment eux-mêmes beaucoup d'énergie, de matière et ne sont jamais totalement efficaces.

Toute activité humaine transforme des ressources de « basse entropie » c'est-à-dire offrant une énergie ou une matière facilement utilisables en ressources de « haute entropie » c'est-à-dire des ressources inutilisables par les êtres humains : des zones stériles, des déchets, de la pollution.

La plupart des économistes ne prennent pas en compte ce processus d'irréversibilité. Ils laissent penser que ce qui a été construit, accumulé, peut durer pour l'éternité.

**Nicholas Georgescu-Roegen**, mathématicien de formation, a importé le thème de l'entropie en économie. C'est lui qui fonde le **paradigme « bioéconomique »** selon lequel l'activité économique moderne est un accélérateur de croissance de l'entropie et donc une vaste entreprise de raréfaction matérielle des ressources utilisables au profit d'une croissance des zones stériles, des déchets et de la pollution. Il écrivait en 1971 que la fin de la phase industrielle serait atteinte d'autant plus vite que la croissance économique serait élevée. Selon lui, chaque voiture produite l'est au détriment d'une autre à venir.

Pour **Howard T. Odum**, pouvant être considéré comme le père de l'ingénierie écologique ou écotecnologique, le recyclage de la matière peut encore être assurée par le soleil pendant quelques milliards d'années. Il suffirait que les êtres humains utilisent au mieux les écosystèmes pour continuer à croître un certain temps. La société doit donc basculer dans l'usage des ressources renouvelables. En 2001, ce chercheur reconnaît toutefois l'inévitabilité de la décroissance.

**Kenneth E. Boulding** (1910-1993) : c'est à lui que l'on attribue la célèbre citation « **Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste** ». Contrairement à ce que laisse penser cette citation, Boulding repousse la fin de la croissance à des échéances lointaines. Pour lui, l'énergie solaire est abondante, l'enjeu est de réussir à la capter en quantités significatives. Cela pourra se faire grâce à la progression du savoir, avec la création de techniques de collecte, de stockage et de distribution. L'énergie nucléaire est aussi potentiellement illimitée. Cette idée est reprise par les lobbies nucléaires depuis que les USA se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'épuisement des ressources fossiles ne nous contraindra pas à la décroissance. Il faudra gérer des flux et non plus puiser dans des stocks.

Pour les OC, l'énergie solaire est certes abondante mais la part récupérable est faible lorsque l'on voit l'énorme masse d'énergie fossile sur laquelle repose la société industrielle.

Plutôt que de parier sur des miracles, beaucoup d'OC estiment qu'il faut s'appuyer sur les techniques existantes et rechercher une voie plus démocratique et plus équitable à l'échelle globale. Avec ces techniques existantes, le consensus aujourd'hui est que les énergies renouvelables pourraient fournir environ la moitié de l'énergie commerciale utilisée à l'heure actuelle.

Beaucoup d'économistes du 19<sup>ème</sup> siècle (**Ricardo**, **Mill**, etc.) favorables à l'économie marchande envisageaient, voire souhaitaient, une sortie de l'économie de croissance par la survenue d'une « **état stationnaire** » c'est-à-dire une croissance nulle. Ce sera aussi le souhait ardent d'un grand économiste du 20<sup>ème</sup> S : **Keynes**.

### **De la critique démocratique à la critique culturaliste**

C'est la menace que la société de consommation fait peser sur les libertés individuelles et collectives qui a poussé **B. Clémentin** et **Vincent Cheynet** à proposer le « **mot-obus** » « **décroissance** ». Ce que ces auteurs reprochent à l'écologisme de gouvernement, c'est de ne pas s'attaquer franchement à la source principale de l'oppression : le mode de vie imposée par la machinerie sociale, « le bonheur conforme » et la publicité.

La publicité cache ce qui est susceptible de décourager les ventes. Elle montre au citoyen un monde enchanté dans lequel les OGM sauvent les affamés, les centrales nucléaires sont propres et les ouvriers sont des « partenaires » de leurs patrons.

Par ailleurs, **V. Cheynet** et **B. Clémentin** estiment qu'il faut réduire non seulement le temps de travail mais aussi le temps de consommation. Ces deux réductions sont la condition nécessaire d'un monde plus démocratique, où le temps du débat augmente.

De telles idées ne pouvaient pas laisser indifférents les **courants libertaires** pour lesquels la société de croissance est fortement étatisée et bureaucratisée. L'auteur grec **Fotopoulos** ne propose rien de moins que de relocaliser la politique dans des ensembles à taille humaine. Il préconise des petites unités homogènes de 30.000 habitants environ qui permettraient de satisfaire localement des besoins essentiels.

**V. Cheynet** ne s'inscrit pas dans les courants libertaires. Il est pour un républicanisme légaliste, se présente aux élections, ce qui n'interdit pas de mener des actions de désobéissance civile pour changer la législation.

Le **courant culturaliste et antiutilitariste** s'intéresse aussi à la décroissance. Issue de l'anthropologie, ce courant est principalement représenté par **Serge Latouche**. Ce courant met en cause la supériorité de la « modernité » entendue comme la supériorité du mode de vie de la ville sur la campagne, des « développés » sur les « primitifs », des « technologiquement avancés » sur les « arriérés ». Ces oppositions sont inaptes à saisir ce que peut être un progrès.

Il s'agit de « ré-encastrier » l'économie dans la société, selon les termes de **Karl Polanyi**. Pour lui, l'émergence du nazisme et du fascisme fut la conséquence directe du coût social gigantesque que cette marchandisation a provoqué. L'État-providence et l'approfondissement de la démocratie ont pu rétablir l'équilibre mais le processus de « marchandisation du monde » est toujours en cours et il est redevenu sauvage. Si la société ne veut pas sombrer de nouveau dans la violence, elle doit domestiquer le marché. Pourquoi les OC ne recourent-ils pas à **Marx** qui lui aussi a voulu déconstruire l'homme économique ? La classe ouvrière, qui devait porter le fer de l'émancipation, a été

intégrée dans les valeurs dominantes de la société de consommation. Ce que **Moishe Postone** appelle le « marxisme traditionnel » est resté structuré autour de la lutte entre le capital et le travail. Vouloir abolir le marché pour le remplacer par une planification étatique n'atteint pas l'essence du capitalisme mais conduit simplement à le corriger pour que les fruits soient mieux répartis. La centralité de la valeur-travail fait du marxisme un **productivisme**. Marx lui-même a identifié ce problème à la fin de sa vie et a estimé que le combat devait désormais porter sur l'abolition de la valeur et pas simplement sur sa régulation.

La tradition marxiste n'a guère intégré la volonté de **André Gorz (1923-2007)** de différencier le « travail » et « l'activité » ni sa volonté de favoriser la croissance de « l'activité ». Gorz a adhéré très tardivement à l'idée de la décroissance et il finit même par déclarer qu'elle est un impératif de survie. Selon lui, la décroissance impose d'autres rapports sociaux sinon l'effondrement ne pourra être évité qu'à force de restrictions, de rationnements, d'allocations de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme est inéluctable; elle sera civilisée ou barbare.

Pour Postone, les ouvriers ne peuvent plus être considérés comme les seuls porteurs de l'émancipation. Leur lutte traditionnelle est importante, légitime mais elle se situe dans le capitalisme, pas en dehors. Pour avoir quelques chances de victoire, ces luttes ne peuvent plus se contenter de « l'augmentation du pouvoir d'achat » et du maintien ou de la création d'emplois. C'est cette lutte qu'a entreprise le **mouvement ouvrier révolutionnaire** non marxiste en France. Ce mouvement est à l'origine des mutuelles, des coopératives, d'une critique du travail industriel.... Les seuls syndicats qui s'intéressent à la décroissance en France et ailleurs s'inscrivent plus ou moins ouvertement dans ces courants. Les organisations syndicales traditionnelles, elles, continuent d'agir en faveur d'une relance industrielle moderne pour l'emploi.

### Une crise de sens ?

La crise de sens que traverse nos sociétés postindustrielles est aussi une source de la décroissance.

Selon le sociologue **Max Weber**, le sens est le souci de cohérence et d'unité. Cette approche signe le refus de partager sa vie en différents rôles sociaux opposés l'un à l'autre. Par exemple, on ne peut pas vendre du pétrole d'un côté et chercher à protéger le climat de l'autre.

C'est cet enjeu de la décroissance qui a séduit **Pierre Rabhi**. Celui-ci se demande s'il n'est pas absurde de dépenser sa vie à la gagner et, de surcroît, en ravageant la planète ? Il s'oppose à cet idéal consumériste qui cherche à « faire carrière », obtenir un pavillon avec un chien et une piscine, un garage et deux voitures à l'intérieur. Comment est-il encore possible de parler de « choix individuels » alors qu'il s'agit plutôt de la propagation d'une culture ?

Pour ce courant, le désordre qui agite le monde ne peut être résolu que par une **révolution intérieure**.

L'action non violente et déterminée, à la suite de **Gandhi**, est la seule voie permettant de rétablir un progrès.

La « **simplicité volontaire** », à la suite de **François d'Assise**, est une façon de « s'alléger » et de rechercher du sens. La simplicité volontaire peut être liée ou non à une démarche spirituelle. Et cette démarche spirituelle peut être laïque.

La pluralité des sources de la décroissance explique qu'il existe des tensions entre les OC.

## 2. La décroissance, une idée neuve ou une vieille idée réactionnaire ?

« Où l'on montre que, dans un monde nouveau et souvent inquiétant, certains ne se contentent pas des vieilles formules réchauffées. »

### Une intelligence de la situation

**Premier élément nouveau** : il existe un consensus sur la crise écologique attesté par la multiplication des rapports ces dernières années. Les compagnies pétrolières, l'Agence internationale de l'énergie et le monde patronal ont aussi évolué sur la question.

Après le succès des années 70, le mouvement écologiste s'est institutionnalisé, il s'est « embourgeoisé » et peut sembler en manque d'inspiration. **Le renouvellement de la pensée écologiste est d'autant plus urgent que les dirigeants du système industriel sont passés d'une situation de déni à un catastrophisme apeuré. Ce changement offre à ces dirigeants de réelles possibilités de renforcer leur pouvoir.** Ces mêmes dirigeants préfèrent gérer la crise plutôt que de la voir politisée, ce qui risquerait de remettre en question leurs positions acquises.

Le coupable de l'immobilisme devient finalement le « passant ordinaire » jugé irresponsable et incapable de choisir les « produits verts » qui lui sont proposés. Les experts ne semblent pas se soucier de la marge de manœuvre du citoyen. D'un côté, celui-ci est abreuvé de publicités qui lui donnent l'injonction de travailler plus et de consommer plus et, de l'autre, il est tenu de consommer « mieux » pour préserver la nature.

Entre ces deux discours, c'est le vide de la pensée. Vide que souhaite combler les OC.

**Deuxièmement élément nouveau** : il y a un affaiblissement important et sans doute durable de la vague politique dite « néolibérale » qui aura duré près de 30 ans. Cette politique se revendiquait être la « fin de l'histoire » et se présentait comme le système universel à instituer jusqu'à la fin des temps.

Selon **J-M Vincent, Anselm Jappe** ou **Moishe Postone**, la crise de l'économie marchande a commencé dès les années 70.

Le cœur de cette crise se caractérise par l'impossibilité de plus en plus marquée de transformer les marchandises produites en argent à des niveaux suffisants pour garantir l'accumulation de valeur monétaire, condition indispensable au fonctionnement d'une économie de croissance<sup>5</sup>.

Cette décroissance de la valeur marchande des biens et des services produits a été masquée assez longtemps par des bulles spéculatives de plus en plus grandes qui garantissaient une croissance de la valeur monétaire à un niveau global. L'éclatement régulier de bulles spéculatives de la finance mondiale et de l'immobilier a révélé au grand jour l'ampleur de la crise de l'économie marchande. Dans cette économie à bout de souffle, les seules possibilités d'accumulation sont la création de nouvelles bulles

---

5 [Autrement dit, les marchandises produites ne permettent plus de faire de l'argent à des niveaux suffisants pour rentabiliser le capital investi. La hausse prodigieuse de la productivité du travail fait chuter les prix à tel point que même une augmentation vertigineuse des volumes vendus ne garantit plus la croissance économique - source : Denis Baba (Denis Bayon), *La Décroissance*, Des espoirs de crise, n°67, mars 2010, p13]

spéculatives dont l'éclatement sera toujours plus catastrophique<sup>6</sup>.

Pour la plupart des économistes altermondialiste, dont F. Lordon ou D. Plihon, c'est une spéculation « excessive » qui a entraîné une réduction importante de la croissance de l'investissement productif. Selon les tenants de la critique de la valeur marchande, cette analyse sous-estime dramatiquement l'ampleur de la crise.

**Troisième élément nouveau** : la mondialisation, entendue au sens culturel et idéologique. Les techniques et les styles de vie « modernes » et « non modernes » coexistent maintenant dans les pays du Sud.

#### **Une critique de l'écologie politique**

Pour les OC, Les Verts sont devenus un parti d'élus et ils sont obligés de se fondre dans un réformisme qui n'est pas à la hauteur des défis. A noter qu'en août 2008, quelques personnalités du parti ont signé une tribune en faveur de la « décroissance solidaire ».

Les OC sont d'accord sur la nécessité d'un nouveau radicalisme mais des divergences subsistent quant à la stratégie à adopter. Faut-il devenir un parti ou être un mouvement de la société civile ?

Avec une partie des Verts et des écologistes, il existe plus qu'un désaccord stratégique.

Pour les OC, miser sur la technologie comme le font André Gorz ou la revue *Multitudes*, n'ouvre pas la discussion sur les valeurs. Elle promet des solutions miracles moyennant un peu d'écofiscalité.

Pour les OC, les associations « écologistes » restent confinées à l'environnementalisme c'est-à-dire à un souci de protection des milieux naturels sans prise en compte réelle des implications sociales et politiques. Ces luttes sont nécessaires, comme le sont les luttes des mouvements ouvriers, mais elles ne remettent pas en cause les régulations sociales qui détruisent le milieu, en particulier le capitalisme.

L'écologisme a cru à un changement par le haut et sans douleur. Les mentalités allaient changer toutes seules, tout le monde allait devenir un « créatif culturel » et voter écolo et le tour serait joué. Ce discours a séduit les classes moyennes aisées et a eu peu de portée sur l'évolution des sociétés. Les OC souhaitent proposer une alternative plus radicale et plus conséquente.

#### **La décroissance, une volonté de rupture**

La décroissance est un terme ambigu mais il signifie toutefois plusieurs choses essentielles :

- nous n'avons plus rien à espérer d'une croissance supplémentaire des économies occidentales sauf une aggravation des inégalités, en particulier sur le plan écologique. Dans les pays occidentaux, pour produire mieux (en qualité), il faudra produire moins et moins vite parce que les écosystèmes donnent moins et moins vite que ce qu'on leur prend;
- toutes les mesures prises pour relancer la croissance risquent fort de produire de l'inégalité et de la spéculation. Quand l'énergie se raréfie son prix augmente et donc l'économie ralentit;

- actuellement, il n'existe pas de « théorie de la décroissance » même si certaines théories du développement ont anticipé un « état stationnaire » considéré comme une utopie ou comme une perspective inéluctable.

#### **Une idée réactionnaire ?**

Certains groupes de la droite identitaire estiment que la décroissance peut être avantageusement recyclée à leur profit. La Nouvelle Droite « soutient les peuples en lutte contre l'impérialisme occidental » et revendique un « partage du travail ». Mais la Nouvelle Droite en appelle aussi au « retour aux communautés », une restriction forte des immigrations et une politique d'« identités fortes » conduisant à un monde conçu comme une pluralité d'identités fortement exclusives et à l'absence de revendications liées à l'égalité et à la démocratie.

Si les OC soutiennent parfois l'idée d'une organisation basée sur des petites communautés, c'est sur la base d'identités ouvertes. Ils défendent aussi la liberté en l'équilibrant avec l'égalité, en particulier l'égalité écologique.

Ce n'est pas sombrer dans le relativisme que de constater que la promesse d'autonomie n'est toujours pas réalisée par les sociétés dites développées.

Ce n'est pas verser dans l'apologie des sociétés primitives en rappelant qu'entre « primitif » et « moderne », il existe d'immenses possibilités qui sont loin d'avoir été toutes explorées.

La violence des oppositions qui se manifestent face au discours de la décroissance révèle que celle-ci touche des croyances qui sont déjà fortement déstabilisées par la crise écologique.

Le terme décroissance est insuffisant, à lui seul, pour faire exister un mouvement social et intellectuel cohérent. Sa nouveauté est d'alerter sur la grande fragilisation des cultures et de rappeler que les pratiques populaires basées sur l'autolimitation des besoins ont pu garantir pendant des siècles une certaine autonomie par rapport à l'Etat et aux macrosystèmes techniques.

### **3. Pourquoi la décroissance, et pas le développement durable ?**

*« Où il est utile de rappeler le sens d'une expression dont il est fait usage de façon fréquente et inconsiderée. »*

Le développement durable (DD) a été longtemps exclu du débat politique et économique. Cette expression a été inventé par les ONG. Elle figure pour la première fois sous sa forme actuelle dans la « Stratégie mondiale pour la conservation de la Nature » publiée en 1980 conjointement par le World Wildlife Fund WWF, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Programme des Nations unies pour l'environnement. La « décroissance » s'est, au moins en partie, construite contre la notion de DD.

#### **Le DD : un choc Nord-Sud**

Le DD est un concept issu des pays du Nord en vue de faire face aux problèmes d'environnement.

Lors de la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain de 1972, il y a eu deux chocs :

Un premier choc entre

une vision très localiste des enjeux environnementaux, réduits à un ensemble de pollutions dont il serait facile de venir à bout par l'innovation technique (exemple :

<sup>6</sup> [= les revenus de la spéculation compensent la chute des profits industriels et commerciaux; à noter aussi que dès la fin des années 70, les dirigeants ont fait tourner la planche à billets à plein régime pour masquer durablement la décroissance de la valeur marchande des biens et des services produits - Baba]

résoudre le problème des pluies acides par l'usage du pot catalytique) et une remise en cause plus radicale des « modes de vie » des pays riches en se référant, notamment, au rapport rendu la même année par le Club de Rome.

Un second choc entre les Etats « sous-développés » et les Etats « Développés ».

Les Etats « sous-développés » vont en effet interpréter le souci de protéger l'environnement comme une volonté d'entraver leur développement, comme une tentative de rationnement.

Ces deux chocs vont structurer les débats internationaux. Lors du sommet de la Terre à Rio (1992), plusieurs textes importants sont signés. L'objectif ultime de la convention-cadre sur les changements climatiques est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

La définition du DD qui s'est imposée dans l'usage et dans les textes est la suivante :

le DD est « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts inhérents à cette notion : le concept « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir ».

En 2002, c'est le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. Pour les observateurs, ce sommet est un échec : il ne produit aucun engagement clair de la part des pays participants.

Les contenus précis des synthèses théoriques et diplomatiques, notamment celui du DD, restent encore à définir.

#### **Un concept vidé de sa substance**

Le DD a été progressivement vidé de sa substance. La définition retenue lors du Sommet de la Terre était suffisamment large pour accueillir les aspirations de tous les pays du monde quels que soient leur niveau de développement, leurs réalités écologiques et sociales.

A partir du moment où il fut décidé de sauver la planète, tout le monde se mit à faire du DD. Pour y parvenir, il suffisait souvent de montrer qu'une activité en question avait un intérêt pour l'économie, l'écologie et le social, et de préférence dans cet ordre.

L'avion est plus « propre » que la voiture si on ramène la consommation d'essence au kilomètre parcouru par voyageur (ce n'est plus vrai à partir de deux voyageurs par auto), le nucléaire est plus « propre » que le pétrole parce qu'il émet peu de gaz à effet de serre, le « pétrole » est plus « propre » que le nucléaire parce qu'il n'émet pas de déchets impossibles à recycler, etc.

Des mesures ont bien sûr été prises, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables ou du traitement des déchets, mais elles sont finalement restées limitées, noyées dans un déluge de « greenwashing » c'est-à-dire un ensemble d'opérations de communication destinées à valoriser les engagements sociaux et environnementaux « en dépit de l'absence d'actions à la hauteur de cette communication ».

« On se gargarise tellement du terme DD qu'il finit par donner la nausée. Quand je vois ceux qui veulent faire un

grand prix de Formule 1 aux portes de Paris sous le signe du DD, je dis « Halte au feu ! ». » **Nicolas Hulot.**

#### **Développement et croissance**

Les positions des OC penchent plutôt vers le constat que le concept de DD est irrémédiablement dévoyé.

**Serge Latouche** estime que le développement est « génétiquement occidental-centré. »

**Paul Ariès et Vincent Cheynet** ou **F. Fotopoulos** ne tranchent pas la question.

Toutes les théories du développement intègrent la croissance économique mais aucune ne se soucie de démontrer que le mode de vie moderne est universalisable sur le plan écologique.

#### **Derrière le développement**

Dans la perspective de la modernité, la technique moderne est un fait et non un choix. Le « développement » étant « scientifique » et « technique », et donc soustrait à la sphère du débat public, n'a donc plus grand-chose à voir avec le progrès moral et politique souhaité par les philosophes des Lumières.

**« L'Avarice, et l'Usure, et la Méfiance sont des dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment. Car eux seuls peuvent nous guider à travers le tunnel des nécessités économiques, vers la lumière. » John M. Keynes**

Autrement dit, pour bénéficier du progrès, pas besoin de vertu morale, bien au contraire. Et puis il y a la « **main invisible** » (voir annexe 1) qui permet de rendre cela possible en harmonisant les intérêts... Certains intérêts, à l'exclusion des autres.

Du côté socialiste, ce sont des « ingénieurs sociaux » qui organisent la société. Ils se passent de la voix du peuple pour définir ce qui est bon pour lui. Marx critique ces « socialistes utopiques » mais il reste attaché au « matérialisme historique » qui présente la société communiste comme une société d'abondance.

Dans les débats, remettre en cause la croissance, c'est forcément « revenir à l'âge de la pierre ». Sortir de l'opposition stérile entre la société primitive et la société moderne est un enjeu vital pour échapper à la séparation simpliste entre pays « développés » et pays « en développement », à son asymétrie normative (les premiers donnent la norme au second) et discursive (les seconds n'ont rien d'intéressant à proposer).

L'enjeu est de sortir du « mal-développement » du Nord et du Sud tous ensemble.

#### **4. La décroissance, est-ce la fin du progrès scientifique et technique ?**

*« Où il apparaît que le retour aux cavernes humides et aux chandelles n'est pas précisément le modèle en vogue, même chez les radicaux irresponsables. »*

Les OC remettent en cause cette idée selon laquelle la science moderne se traduirait par une amélioration continue de la connaissance de la nature, ce qui conduirait, via le progrès technique, à une amélioration universelle des conditions de vie.

#### **Une meilleure connaissance de la nature ?**

L'écologie diffère profondément de cette conception par plusieurs traits :

- la méthode expérimentale classique ne s'applique pas à l'étude d'un écosystème. Mener une expérimentation avec un écosystème, c'est prendre le risque d'en changer les lois et non de les mettre au jour;

- elle considère que les expérimentations peuvent conduire l'écosystème vers un brutal changement d'équilibre, ou même sa destruction irréversible;

- elle postule l'absence de relation directe entre dose et réponse alors que les modèles épidémiologiques classiques se fondent sur l'évaluation des effets de fortes doses reçues lors d'une exposition aiguë. Autrement dit, elle postule qu'une petite cause peut produire de grands effets. Par exemple, des petites doses de substances toxiques sont soupçonnées de provoquer la chute des populations d'abeilles, la fertilité masculine, l'augmentation des cancers, etc.

Un certain nombre de pratiques prémodernes trouvent une justification : les interdits appliqués à telle ou telle partie de la nature environnant un village ont une fonction régulatrice sur les prélèvements en eau, en gibier, etc.

La décroissance peut être comprise comme une décroissance des prétentions de l'Occident à détenir à lui seul l'universalité, d'où une ouverture accrue à autrui. Une décroissance subie prendrait la forme d'une fermeture à l'autre.

**La mise en cause de la naturalité du « progrès technique »**

Comment expliquer que l'évolution technique puisse être vécue sur le mode de la naturalité, que la contestation des choix techniques se polarise très rapidement autour des « technophiles » et des « technophobes » ? Dans ce domaine tout débat collectif est-il à récuser ?

Par exemple, les débats publics qui se sont déroulés en 2009 et qui étaient liés aux nanotechnologies, ont été confinés à la définition du bon usage de techniques qu'il était hors de question de remettre en cause.

Les OC qui souhaitent faire d'autres choix techniques sont accusés de dogmatisme. On pourrait aussi leur objecter que les nanotechnologies n'interdisent pas d'autres choix et qu'ils peuvent proposer eux-mêmes des alternatives. Le problème c'est que ces choix technologiques absorbent toutes les ressources financières disponibles. Ce fut le cas du nucléaire au dépens des énergies renouvelables.

Ces techniques vont toutes dans le même sens : celui de la concentration, de la capitalisation, de la division croissante du travail et de la croissance. Si les **transhumanistes** appellent de leur vœux l'abolition de la souffrance par exemple, c'est par des moyens hautement capitalistiques.

Le citoyen pense que le chercheur est totalement libre de ses recherches. En réalité, les chercheurs qui disposent d'instruments extrêmement coûteux dépendent totalement de ses sources de financement.

Aucun critère « scientifique » ne permet de déterminer l'intérêt collectif de telle ou telle recherche. C'est une question de politique publique, donc de démocratie.

Les recherches se concentrent sur les progrès, jamais sur les risques, elles se concentrent sur les moyens d'obtenir une croissance, jamais sur l'équilibre écologique.

**Travail et productivité**

Pour les OC, il s'agit de remettre en cause le concept habituel de productivité et de progrès technique c-à-d de remettre en cause la rationalité économique.

La rationalité industrielle atteint l'abondance par une reconfiguration totale du milieu, conçu au départ comme étant absolument pauvre. La rationalité écologique vise l'harmonie avec un milieu conçu au départ comme étant relativement riche.

Les OC estiment que la sortie du système des besoins (ou « valeur d'usage ») constituerait un véritable mouvement d'émancipation. Cette vision renoue avec des traditions anciennes de résistance au monde merveilleux du progrès technique et de la consommation. Entre 1811 et 1812, en Angleterre, les « luddites » se mobilisèrent contre l'intrusion des machines dans le textile. Les motifs étaient variables : chômage, baisse de la qualité des produits, propriété des moyens de production. Le gouvernement central réprima durement la révolte mais le soutien populaire fut massif. Les mouvements luddites ont été condamnés par les mouvements ouvriers (comme par les mouvements libéraux). Leur mode d'action est réapparu dans les années 2000 avec les faucheurs d'OGM. Ces mouvements ne contestent pas la technique en soi. Ils ne l'acceptent que si elle garantit leur autonomie.

## 5. La décroissance est-elle malthusienne ?

*« Où il est montré que, contrairement aux apparences, le sinistre pasteur Malthus n'est décidément pas la tasse de thé des objecteurs de croissance. »*

Le malthusianisme désigne essentiellement les doctrines prônant la restriction volontaire des naissances (malthusianisme démographique). Par extension, le malthusianisme désigne aussi la réduction de la production (malthusianisme économique). Ce terme doit son origine au pasteur **Thomas Malthus** (1766-1834) pour qui la guerre, la famine et la maladie constituaient des solutions face à la raréfaction croissante des ressources.

**La question démographique**

Chez les OC, le thème n'est pas absent mais en la matière, les débats sont vifs.

**Yves Cochet** appelle à la « grève du troisième ventre » et propose de dissuader financièrement les familles d'avoir plus de deux enfants. Il explique que « Dans un pays occidental, un humain supplémentaire génère le même impact écologique que 12 Burkinabés... ». Son idée est d'inverser le discours malthusien classique qui attribue aux pauvres du monde entier la responsabilité de la dégradation de l'environnement. Il ne défend pas une « politique de l'enfant unique » comme en Chine mais un arrêt de la politique nataliste. Yves Cochet propose un arrêt des allocations familiales pour le troisième enfant qui viserait en premier lieu les riches ménages.

Si une régulation de la population s'impose, cette régulation doit être égalitaire et démocratique plutôt que violente et inhumaine.

Faire de la population la cause unique des problèmes est profondément réactionnaire, c'est éviter de poser la question du partage, c'est faire comme si les « parts » étaient inscrites dans un ordre naturel.

Ceux qui renvoient la question démographique au domaine de la vie privée sont généralement ceux qui ont la foi dans la croissance illimitée.

Plus de bras, c'est plus de richesses produites ? Historiquement, la croissance démographique a rarement bénéficié aux populations pauvres.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle est apparu un mouvement d'émancipation sociale qui se définissait explicitement comme « néomalthusien ». Malthus estimait que l'amélioration de la condition du peuple ne pouvait créer qu'une croissance de la population impliquant une dégradation des ressources. Pour ce mouvement néomalthusien, la croissance de la population était la conséquence directe du manque de pouvoir des femmes

sur leur corps et sur leur vie. La diminution des naissances était jugée favorable à l'émancipation des femmes qui échappaient à leur destin de simples génitrices, à une réduction des difficultés matérielles et à une réduction des pressions sur l'environnement. Ce mouvement qui se développa en Europe et aux Amériques au début du 20ème S fut souvent persécuté, parfois en conflit avec des mouvements pronatalistes conservateurs mais il a réussi à créer un large mouvement d'opinion.

### Malthusianisme économique

Selon **Robert Solow**, prix Nobel d'économie, la question des limites à l'exploitation des ressources naturelles ne se pose pas. Quand une ressource se raréfie, son prix augmente et donc sa consommation diminue; les dépenses d'investissement destinées à découvrir des moyens techniques permettant de remplacer la ressource rare par une ressource abondante deviennent plus rentables. Exemple, quand le pétrole s'épuise, le charbon prend le relais, des techniques efficaces se développent, et ainsi de suite dans tous les domaines.

L'économie écologique soutient qu'il existe au contraire un **capital naturel critique** qu'on ne doit pas consommer entièrement mais au contraire entretenir car on ne pourra pas le remplacer. Cette position est, dans l'imaginaire des économistes proches de Solow, qualifiée de « malthusienne ». Ils reprochent à Malthus le fait qu'il ait largement sous-estimé les capacités de l'innovation technique à augmenter les rendements.

**Aujourd'hui, des centaines de millions de personnes meurent de faim dans le monde malgré l'existence de techniques sophistiquées. La catastrophe n'est pas à venir elle est déjà là.**

Pour les OC, si un accroissement de richesse était possible, il ne serait en rien émancipateur.

### L'impossible croissance verte

Pour les opposants à la décroissance, il serait possible, sous certaines conditions, d'avoir « plus » en prélevant et en polluant « moins », par exemple en mobilisant le « savoir ». Si un peu de croissance « polluée », du fait du passage obligé au stade industriel, beaucoup de croissance réduit la pollution grâce au basculement des économies dans l'ère « postindustrielle », l'ère de l'efficacité énergétique.

Cette idée peut être illustrée par la célèbre « courbe en cloche » attribuée à l'économiste **Simon Kuznets**. Cette courbe montre qu'une fois franchi un certain seuil de développement économique, les impacts écologiques sont déconnectés de la croissance du PIB. En allant jusqu'au bout du raisonnement, quand tous les peuples du monde auront franchi les différentes étapes du développement, l'ensemble du PIB ne sera plus composé que d'activités de services ou d'activités industrielles « propres ».

La **Banque mondiale** qui a défendu - de façon nuancée - cette position dans un rapport de 1992 est à l'origine du slogan « La croissance n'est pas le problème, c'est la solution ».

Objections à cette thèse :

- la « dématérialisation » annoncée des pays industrialisés n'a pas eu lieu;
- de très nombreux travaux ont démenti la véracité des « courbes en cloche »;
- dans le monde entier, la consommation finale d'énergie s'est accrue de plus de 65 % entre 1973 et 2000;

- l'étude **MOSUS** prévoit, sauf dépression économique majeure, une augmentation de 30 % de l'extraction de matières d'ici à 2020.

- pour l'Europe, le scénario le plus favorable prévoit une décroissance de 5 % de l'extraction de matières à l'horizon 2020 et de 12 % des émissions de CO2.

La notion d'« effet rebond » permet d'expliquer simplement les raisons de l'impossible « déconnexion » entre la consommation des ressources et le PIB. L'effet rebond montre l'augmentation de la consommation des ressources qui est générée par l'utilisation d'une technique donnée.

L'amélioration d'une technique diminue les coûts unitaires de production. Si une marchandise (bien ou service) devient moins chère, sa consommation augmente (usages plus nombreux) ou bien d'autres marchandises sont consommées (déplacement de l'usage).

Exemple d'effet rebond « direct » : une voiture qui consomme moins permet de rouler plus longtemps et plus loin pour le même coût.

Exemple d'effet rebond « secondaire » : une voiture qui consomme moins permet de réaliser des économies et d'acheter un billet d'avion pour une destination lointaine.

Exemple d'effet rebond ayant un impact sur l'économie globale : le développement de la voiture favorise les supermarchés au détriment des petits commerces, modifie l'urbanisme, le système des besoins...

## 6. La décroissance, privation ou joie de vivre ?

*« Où l'on se demande sérieusement si les habitants des Etats-Unis sont vraiment plus heureux que ceux du Bhoutan. »*

### La critique du bonheur conforme

La décroissance dénonce le « bonheur conforme ». La propagande publicitaire détourne et réduit toutes les questions en lien avec le bien-être, le bonheur, l'émancipation à la consommation. Il s'agit de consommer des marchandises fabriquées en grandes séries qui détériorent l'espace public et qui le réduisent à une sorte de parc d'attraction permanent.

Le réseau **No Vox** - des sans-voix - a son mot à dire : « A une époque confrontée à la raréfaction de l'eau, à une disparition de 50% des espèces, à la fonte des glaces (...) la seule résistance réelle, la seule subversion, est de désirer autrement. Si les gens continuent à se lever - ou à ne pas se lever, d'ailleurs - pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui, nous courons à la catastrophe. Comment désirer autrement ? Les « sans » ont des réponses à cette question (...) Au lieu de s'accrocher au rêve de la consommation, ils construisent des foyers de solidarité. Partout dans le monde, de façon très frappante, des gens disent : « Nous avons cherché des moyens de survie, et nous avons trouvé une forme de vie supérieure ».

**François Brune**, membre fondateur de l'association Résistance à l'agression publicitaire en 1992 distingue 7 traits fondamentaux caractéristiques de la publicité :

- la pub promeut l'idéologie du « progrès-qu'on-n'arrête-pas »;
- elle suscite l'envie, l'insatisfaction, elle doit donc frustrer;
- elle éveille le « désir mimétique » : vous êtes archaïque et asocial si vous ne vous conformez pas aux désirs du plus grand nombre;

- elle défend le « culte du héros-produit » sans lequel le rêve, le bien-être, l'amour, etc. n'est plus accessible;
- elle promet le bonheur qu'elle doit donc programmer;
- elle excite la pulsion consummatrice, la violence possessive (je le veux, je me l'offre);
- elle dévalue toutes les autres valeurs autres que l'hédonisme et l'égoïsme possessif.

Les OC ne promettent pas le bonheur. Ils nous montrent plutôt que nous vivons notre temps libre dans une sorte de Disneyland géant dont l'objectif est d'annihiler toute ambition émancipatrice. Les firmes ne souhaitent pas que le consommateur ait des désirs qu'elles ne peuvent pas satisfaire. Ces désirs sont donc réprimés et entraînent donc une certaine tristesse. Les OC estiment que le sentiment de joie n'est pas lié à la satisfaction d'un besoin mais à l'exercice d'une liberté.

Les actions des OC discréditent les symboles de la société marchande : barbouillages publicitaires, « dégonflage » de 4X4, « journée sans achat », grève de la consommation, etc.

Les mouvements d'extrême gauche reprochent aux OC de se désintéresser de l'emploi et des salaires. C'est oublier que la défaite actuelle du monde du travail est bien plus profonde que des erreurs de tactique de lutte (grève générale, solidarité secteur public-privé). Elle repose avant tout sur une victoire culturelle emportée par les propagandistes de la société de croissance : le renoncement à vivre autre chose que ce à quoi la société marchande nous assigne.

#### Ce que disent les « nouveaux indicateurs »

Un certain nombre de travaux remettent en cause la relation entre croissance du PIB et bien-être des populations. De « nouveaux indicateurs », éclipsés durant les années 80, reviennent en force depuis quelques années.

L'« empreinte écologique », popularisée par le WWF, désigne la surface productive nécessaire à une population humaine pour répondre à ses besoins en ressources et en absorption de déchets. Pour les grands pays industrialisés, la croissance économique accroît de manière insoutenable l'empreinte écologique de ces territoires, qui se trouve bien supérieure à leurs capacités biologiques. Ces Etats vont donc prélever des ressources essentielles ailleurs et, ce faisant, ils appauvrissent une partie des peuples d'autres continents<sup>7</sup>.

7 [Empreinte écologique - Extraits d'un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre. L'empreinte écologique comptabilise la demande exercée par les hommes envers les "services écologiques" fournis par la nature. Plus précisément, elle mesure les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés, compte tenu des technologies et de la gestion des ressources en vigueur. Cette surface est exprimée en hectares globaux (hag), c'est-à-dire en hectares ayant une productivité égale à la productivité moyenne. L'empreinte écologique s'efforce ainsi de répondre à une question scientifique précise, et non à tous les aspects de la durabilité, ni à toutes les préoccupations environnementales. Elle analyse la situation sous cet angle particulier, en partant de l'hypothèse que la capacité de régénération de la Terre pourrait être le facteur limitant pour l'économie humaine si elle continue à surexploiter ce que la biosphère est capable de renouveler. Le système comptable de l'empreinte écologique permet de comparer l'empreinte d'une population par rapport à la surface bioproductive locale ou planétaire estimée disponible. La métaphore souvent utilisée pour exprimer le résultat est de calculer quel serait le nombre de planètes nécessaires si le

D'autres indicateurs prennent une forme monétaire et ont été calculés pour les États-Unis et l'Europe occidentale. On peut citer « l'indice pour un bien-être soutenable », « l'indice pour un bien-être durable » présenté notamment par les Amis de la Terre et « l'indice de progrès véritable », très réputé aux États-Unis.

Les résultats ne font aucun doute : lorsqu'on retranche au PIB la valorisation monétaire des activités de « réparation » des dégâts du progrès (dépollution, dépenses de sécurité, de santé...), on constate, à partir des années 70, un décrochage de plus en plus net entre croissance économique et croissance du bien-être.

**La destruction puis la réparation de la société et de la nature sont devenues aujourd'hui des contributions majeures à la croissance économique.**

Comment comprendre que les États-Unis n'arrivent qu'à 77,5 ans d'espérance de vie alors que le Sri Lanka et l'Équateur dépassent les 74 ans avec un PIB dix fois moindre ? L'espérance de vie peut être allongée par divers moyens dont ne rend pas compte la valeur économique. Les « réparations médicales » très coûteuses contribuent fortement au PIB; la médecine préventive et de proximité (dispensaires, « médecins aux pieds nus », etc.) contribue faiblement au PIB mais est pourtant très efficace.

#### L'économie morale de la société de croissance

Le PIB reflète l'organisation sociale, en particulier son économie morale. Les OC estiment que le PIB est parfaitement adapté à notre système économique et totalement inadapté à l'appréhension de la complexité de la vie de la société. Quelques indicateurs élaborés ici et là ne suffiront pas à provoquer les changements nécessaires. Le risque est grand de rester dans une perspective utilitariste du monde, d'agréger « les peines et les plaisirs » des êtres humains. Et quelle est la pertinence d'un indicateur de satisfaction de vie à l'échelle d'un pays tout entier pour un être singulier ?

Certains OC voient des signes encourageants de la part des autorités : par exemple l'organisation, en 2007, d'une grande conférence « Au-delà du PIB » (Beyond GDP) au Parlement européen. Comment juger de la sincérité de la démarche ? Une politique qui tiendrait compte de l'état

---

mode de vie et de consommation de telle ou telle population était appliqué à l'ensemble de la population mondiale. Cette « surface » métaphorique est virtuelle, mais elle traduit une réalité très concrète. Chacun comprend intuitivement que dans un monde fini où la population croît, plus cette « empreinte » est large, plus on s'éloigne de l'idéal de soutenabilité et de durabilité du développement (autrement dit, métaphoriquement, plus l'entité est "lourde", plus son empreinte sera profonde et moins réversible sur la planète, surtout si la surface dont elle dispose est petite). Être en dépassement écologique signifie que l'on déprécie du capital naturel (en puisant dans les stocks plutôt que dans le surplus généré annuellement) et/ou que l'on accumule des déchets dans l'environnement (en émettant plus de déchets que ce que la nature peut assimiler annuellement). L'empreinte écologique peut aussi être utilisée pour donner une mesure des impacts d'activités de production comme l'élevage ou l'extraction d'or ou d'objets tels qu'une voiture, un ordinateur ou un téléphone portable. Selon le rapport « Planète vivante 2010 » du WWF (voir le site du WWF), on observe une diminution globale de la biodiversité de plus de 30 % entre 1970 et 2007; l'empreinte écologique est de 2,7 hectares par habitant or la biocapacité mondiale est de 1,8 hectare par habitant; au niveau mondial, le Belge a la 4<sup>ème</sup> empreinte écologique la plus forte (devant les USA) : 8 hectares par habitant; il vit donc comme s'il disposait d'environ 4,5 planètes.

des écosystèmes ou des inégalités serait-elle poursuivie même si elle provoquait une baisse du PIB ? A ce jour, ce cas de figure n'est exposé dans aucune théorie économique ni aucune théorie du développement.

## 7. La décroissance, c'est la récession, le chômage, la fin de l'économie de marché ?

« Où il est montré qu'il est impudent d'accuser les dissidents de vouloir propager les maux distillés par le système qu'ils critiquent. »

Pour les partisans de la croissance, il est évident que « décroissance = récession = chômage = misère ».

La **récession** est un épisode, relativement bref, généralement comptabilisé à partir de deux semestres consécutifs, de contraction de l'activité. Cette contraction, qui se traduit par une chute du PIB, est souvent provoquée par un krach boursier ou, plus généralement par l'éclatement d'une bulle spéculative. Elle entraîne de très nombreuses faillites et de très nombreuses destructions d'emplois.

La **dépression** désigne une très longue période au cours de laquelle se succèdent des moments de faible croissance économique et des moments de forte contraction de l'activité économique. Confer la grande dépression des années 1873-1896 ou celle des années 1930. En 2009, le PIB des économies de la zone Euro s'est contracté de 4% (source : Eurostat). Cette contraction est d'une ampleur inconnue depuis la crise des années 30. L'Europe est en récession et, officiellement, personne ne peut dire si cette récession marque le début d'une dépression.

### Vive la récession ?

Les Oc prennent très au sérieux les effets néfastes de la contraction du PIB :

- mise en péril du financement d'activités de maintenance industrielle avec des conséquences potentiellement catastrophiques (centrales nucléaires, pétrochimie...);

- financement d'activités économiques discutables sur le plan écologique au nom de priorités à court terme en matière de croissance et d'emploi;

- perte de centaines de milliers d'emplois s'accompagnant de la perte d'autant de qualifications professionnelles qui se révéleraient fort utiles pour l'instauration d'une société écologique;

- conditions défavorables pour des débats sereins et des expérimentations concrètes en matière de décroissance dans un contexte de chômage, de misère et de manque de perspectives d'avenir.

### Croissance et emploi : petits rappels

Au cours de la période 1950-2009,

la croissance du PIB en volume,

la croissance du chômage

et la croissance de l'emploi « indécents » (intérim, temps partiels)

sont allées de pair.

Pourtant, de nombreux économistes continuent à mettre en avant l'effet de « déversement » pour expliquer que la croissance ne crée pas de chômage. Selon eux, la modernisation économique et la hausse de la productivité provoquent bien, dans un premier temps, une réduction massive du temps de travail et donc de l'emploi. Cette réduction, qui est voulue par les entrepreneurs, permet de réduire les coûts unitaires de chaque marchandise et donc, de gagner en compétitivité. Mais, poursuivent ces

économistes, cette baisse des prix des marchandises crée de nouvelles opportunités de croissance dans d'autres secteurs donc des nouveaux investissements productifs donc des nouvelles créations d'emplois qui viennent compenser les emplois perdus. Autrement dit, les emplois se sont « déversés » dans un autre secteur.

Historiquement, cet effet de déversement est indéniable et explique la transformation de notre économie : entre 1896 et 1974, le nombre de travailleurs dans l'agriculture a chuté de 6 millions. Durant cette période, 2,2 millions d'emplois se sont créés dans l'industrie et près de 6 millions dans le secteur tertiaire (le secteur des services). Mais à partir des années 70, cet effet de déversement se dégonfle progressivement.

Pour bien comprendre, petit rappel sur le mode de fonctionnement de notre système économique.

Dans une économie marchande, le taux de croissance du PIB dépend du taux de profit global des entreprises.

Plus le taux de profit augmente, plus le taux d'investissement augmente.

Une forte croissance économique repose sur l'accumulation du capital productif c'est-à-dire sur l'accumulation des machines.

Or, plus il y a de machines,

plus la productivité augmente,

plus il y a de marchandises produites,

plus le prix unitaire de ces marchandises diminue,

et plus le capital investi devient difficile à rentabiliser.

En clair, plus le capital accumulé s'accroît, plus le retour sur investissement diminue.

Exemple :

Un profit de 10 euros pour un capital accumulé de 100 euros rapporte 10/100 soit 10% du capital investi<sup>8</sup>.

Si je veux maintenir la rentabilité du capital investi à 10 % pour un capital accumulé de 110 euros, je dois accroître mon profit de 10%<sup>9</sup>. Faute de quoi, l'incitation à investir se réduit.

Dès la fin des années 1960, le taux d'investissement entame sa lente descente. Cette descente entraîne la chute du taux de profit (jusqu'au milieu des années 1980) et donc le taux de croissance du PIB.

Au cours du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> S, l'économie marchande se régulait par des crises violentes et de courte durée c'est-à-dire par des récessions. Celles-ci entraînaient des faillites en chaîne et un fort taux de chômage, ce qui faisait apparaître de nouvelles opportunités de taux de profit élevés pour les entreprises survivantes et garantissait la reprise d'une croissance forte.

Ce constat permet de rappeler deux évidences :

- la crise économique n'est pas un accident mais un moment du cycle de croissance;

- les crises de l'économie marchande sont toujours des crises de surproduction pendant lesquelles des populations meurent de faim.

---

8 [Un profit de 10 euros pour un capital accumulé de 110 euros rapporte 10/110 soit 9,1 % du capital investi. Le capital accumulé s'accroît et donc le retour sur investissement diminue.]

9 [Autrement dit, il faut un profit de 11 euros (10 euros + 10%). Un profit de 11 euros pour un capital accumulé de 110 euros rapporte 11/110 soit 10 % du capital investi.]

En France, les politiques publiques mises en œuvre dans les années 70 vont atténuer la violence de ces crises. Les récessions des années 1975 et 1993 seront donc modérées. En revanche, celle de 2009 reste violente malgré les politiques monétaires et budgétaires mises en œuvre. Ceci révèle l'ampleur de la crise de suraccumulation dans laquelle s'embourbe l'économie marchande.

Les taux de profit seront restaurés dans les années 80 mais ils n'auront aucun effet notable sur l'investissement. La science économique ne proclame-t-elle pas pourtant que « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain ? »

En réalité, pour satisfaire la croissance, le capital a de moins en moins recouru à la production des marchandises et de plus en plus aux bulles spéculatives. La restauration des profits n'était que de la « monnaie de singe ». Cela représentait des milliers de milliards créés sans contrepartie en biens et en services. Comme le disait Marx, un vrai « capital fictif ».

Les bulles spéculatives que nous avons connues au cours des décennies 1990 et 2000 (immobilier...) ont pu nous laisser croire que l'économie marchande était en pleine forme. On sait ce qui s'est passé à partir de 2007. Les bulles spéculatives ont pu favoriser, indirectement, l'investissement productif mais de façon particulièrement non durable.

Cette évolution historique liée à la France est globalement la même pour l'ensemble des économies développées. On peut en conclure que l'économie de croissance s'enferme dans une crise sans issue.

### **Inaccessible plein-emploi**

Les Etats ont tenté d'amortir la violence de la crise au prix de niveaux d'endettement de plus en plus inquiétants. Ils ne sont donc plus vraiment en mesure de favoriser l'emploi public.

La plupart des emplois créés sont aujourd'hui des CDD, des emplois intérimaires, du temps partiel contraint, des « emplois aidés », inventés par la gauche au pouvoir dans les années 80. Ces emplois, précaires et souvent non qualifiés, sont sous-payés. Ceci explique que 7% des salariés, souvent des femmes, ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Ces emplois permettent par ailleurs de faire croire que la création d'emploi continue « comme avant ».

Le secteur « des services à la personne » convient parfaitement à ce type d'emplois précaires. Il s'agit en fait d'une nouvelle forme d'emplois domestiques à propos desquels l'économiste **Adam Smith** disait, il y a plus de 200 ans, qu'ils étaient improductifs et ne permettaient pas l'accumulation du capital.

Existe-t-il aujourd'hui un scénario - en laissant de côté toute la problématique écologique - qui modélise la possibilité de retrouver des taux de croissance économique proches de ceux des années 50-70 ? Pas un seul.

La réduction du temps de travail à 35h a créé seulement quelques centaines de milliers d'emplois car elle a dû être réalisée en intégrant les contraintes de la compétition marchande : hausse de la productivité, maintien des marges bénéficiaires, etc.

Pour créer plusieurs millions d'emplois en quelques années, il faudrait probablement instaurer la semaine des « 25 heures » ou des « 20 heures »... Les institutions de l'économie marchande n'y résisteraient probablement pas pour plusieurs raisons :

- les questions sur le sens à donner à son travail, étouffées pour l'heure par la peur du chômage et de la précarité, pourraient refaire surface et remettre en cause la division technique impitoyable du travail qui mobilise des ressources à l'échelle planétaire et qui est indispensable à une économie de croissance. Ce serait la fin des marchandises les plus sophistiquées;

- une RTT « décente » impliquerait une hausse de la part des salaires au détriment de la part des profits. Ceci serait catastrophique dans un contexte où le capital investi a déjà de plus en plus de mal à être rentabilisé;

- une RTT solide, c'est aussi la fin de nos modes actuels de consommation.

Les OC veulent propager le chômage et la destruction d'emplois ?

En réalité, la destruction massive du travail vivant dans nos sociétés occidentales est le résultat direct du développement économique qui repose sur la croissance de la productivité et le remplacement du travail vivant par les machines.

### **Réhabiliter le travail humain**

**La décroissance économique vise une transition vers une société écologiquement soutenable.**

La transition implique la fin de la domination des institutions de croissance et de leur principal indicateur, le PIB.

Confondre « récession économique » et « décroissance » relève donc de la confusion intellectuelle ou de la mauvaise foi.

Les gains inouïs en termes de productivité du travail conduisent à une destruction massive du travail humain et à une dégradation de sa qualité et de son efficacité écologique.

Une société de décroissance qui bannirait des techniques de production socialement et écologiquement nuisibles aurait vraisemblablement recouru, de façon massive, au travail humain. **Que les syndicalistes se rassurent. Cela concernerait notamment :**

- les domaines du transport (collectif),
- de l'énergie (renouvelable),
- de l'habitat (isolation),
- de l'agriculture (petites exploitations en agriculture biologique).

Contrairement à la « Relance verte », la décroissance s'opérerait :

- **par une importante relocalisation des activités.** Celle-ci ne serait évidemment pas totale : aucun OC ne vise une quelconque « autarcie », laquelle n'a d'ailleurs jamais existé;
- **en substituant le travail au capital;**
- **en diminuant fortement la consommation finale des ménages** et des administrations, ce qui pousserait à une réduction des besoins en travail, pour rassurer les lecteurs du « Droit à la paresse » de **Paul Lafargue** (1881);
- **en proposant des conditions de mise au travail plus démocratique** : partage du temps de travail, de la pénibilité des tâches, remise en cause de la propriété du capital; et une réelle réflexion sur la qualité et la finalité du travail, réflexion qui fait particulièrement défaut actuellement.

Ces propositions sont parfaitement inaudibles pour la quasi-totalité des économistes. Ceux-ci mobilisent des instruments théoriques inadaptés dans une situation de

crise écologique généralisée. Ils sont donc tentés en permanence, lorsqu'il n'est plus possible de la nier, d'en relativiser l'importance .

Les économistes considèrent généralement que les « gains de productivité » constituent une mesure correcte de l'efficacité d'un mode de production donnée.

En sciences économiques, la productivité mesure un rapport entre une quantité produite (exemple : le nombre de voitures) et un « facteur de production » ( exemple : le nombre d'heures de travail pour produire ces voitures).

La productivité peut être exprimée

- sous sa forme physique. Exemple : 1 heure de travail produit x voitures;

- ou en valeur monétaire : 1000 euros de coût du travail produisent X milliers d'euros de chiffre d'affaires.

La productivité en valeur monétaire est celle qui est privilégiée dans l'économie marchande puisque celle-ci est guidée par la maximisation des valeurs monétaires.

La science écologique, elle, mobilise d'autres indicateurs :

- la « productivité écologique » : celle-ci mesure une vitesse de production exprimée en quantité de matière organique produite par unité de surface et par unité de temps.

Par exemple, la productivité annuelle d'une prairie mesure l'importance :

- de la vie organique du sol,

- de la croissance des végétaux,

- du poids des végétaux.

- « l'efficacité écologique » mesure un rapport entre l'énergie consommée par un organisme et le travail mécanique que cet organisme est capable de fournir.

L'exemple du secteur agricole montre clairement les contradictions entre les indicateurs économiques et écologiques.

L'agriculture moderne, extrêmement intensive,

- est caractérisée par des niveaux de productivité physique très élevés, ce qui conduira inévitablement un économiste à conclure au caractère hautement désirable d'une telle agriculture, seule capable de « nourrir le monde »;

- en revanche, son efficacité écologique est nulle : elle consomme des quantités incroyables d'énergies, essentiellement des matières fossiles, carburants et intrants agricoles pour nourrir, de plus en plus mal sur la plan de la qualité, les habitants des pays occidentaux.

Nourrir 5 milliards d'êtres humains en généralisant les techniques occidentales épuiserait la totalité des réserves pétrolières connues en quelques années.

- 90 % de la vie microbienne des sols serait détruite par l'agro-industrie et seul l'usage excessif d'engrais et de pesticides pour protéger les plantes permettrait de garantir encore les récoltes, signe de l'effondrement de la productivité écologique.

Pour les OC, la logique de la croissance économique appliquée à l'agriculture débouche sur une impasse sociale et écologique mondiale. Et ce diagnostic est applicable à bien d'autres secteurs.

Et le marché dans tout ça ?

Peut-il exister des marchés, des marchands et donc des échanges de monnaie capables de garantir une décroissance des échanges économiques ?

Selon une approche de type marxien, c'est la création de valeur monétaire comme fin en soi et finalement la nécessité d'enrayer la chute des profits qui pousse à la multiplication délirante des « valeurs d'usage » [ les besoins]. Dans un contexte de crise généralisée du capitalisme, il serait vain de vouloir diriger les échanges marchands et les institutions monétaires actuelles dans une perspective de décroissance. Cette approche rappelle que des formes d'organisation sociale très variées permettraient et permettent encore la circulation de biens et de services sans déboucher pour autant sur les institutions de l'économie marchande. C'est dans cette perspective que le courant « culturaliste » de la décroissance appelle à une « déséconomisation » des sociétés humaines c'est-à-dire à une émancipation vis-à-vis des institutions marchandes.

Moishe Postone se rapproche des OC lorsqu'il affirme que les marxistes et la plupart des mouvements ouvriers, en défendant le travail, ont défendu le « petit embourgeoisement ». Le travail fait en effet espérer une richesse qui lui est indissociablement liée. Cette analyse de Postone renouvelle la distinction que le « marxisme traditionnel », selon sa propre expression, fait entre la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange » :

- la valeur d'usage, c'est ce à quoi la marchandise peut servir;

- la valeur d'échange, c'est-ce contre quoi la marchandise peut être échangée.

Le marxisme traditionnel entend abolir la valeur d'échange pour restaurer la valeur d'usage mais il ne précise pas ce qu'il entend par valeur d'usage. Dans les faits,

- soit il soutient explicitement des valeurs d'usage « modernes » tels que l'internet, la voiture... qu'il perçoit comme des progrès;

- soit il soutient des valeurs d'usage revendiquées par les mouvements écologistes tels que les produits bios... ET des valeurs d'usage « modernes » sans vraiment se demander si les unes sont compatibles avec les autres. Cette seconde vision est le fait de courants minoritaires tels que l'écোসocialisme <sup>10</sup>

Pour de nombreux OC, l'objectif est la décroissance des échanges marchands. Cette décroissance doit permettre de dégager du temps libre pour faire de l'expérimentation sociale : monnaies locales, cercles de coopération de type Système d'échange local [SEL], autoproduction, etc.

## 8. La décroissance concerne-t-elle les pays du Sud ?

*« Où il apparaît que la mondialisation montrerait une bien meilleure figure si l' « occident » prenait au sérieux les choix de vie des « sous-développés . »*

Les économistes libéraux considèrent qu'au nom des intérêts du « tiers monde », les sociétés occidentales n'auraient moralement pas le droit de s'engager sur la voie de la décroissance (cette critique pourrait être formulée par des marxistes). Ils considèrent que le développement continu des « riches » favorise le développement des « pauvres » qui, tôt ou tard, sont amenés à vivre la même séquence historique. La décroissance en Occident maintiendrait donc les pays du Sud dans la pauvreté.

---

10 [en Wallonie, Pierre Eyben, anciennement à la tête du PC, se présente comme objecteur de croissance et écôsocialiste].

De nombreux auteurs du « Nord » ouvertement favorables à la décroissance se sont fait connaître par l'attention qu'ils ont portée à la situation des pays « sous-développés ». F. de Ravignan, S. Latouche, F. Partant, la revue *The Ecologist*, etc. ont collaboré avec des intellectuels et des militants du Sud. Ces auteurs défendent l'autonomie des peuples du Sud depuis toujours. Pourquoi se seraient-ils soudainement rangés du côté de l'ordre établi ?

S. Latouche, et les auteurs de ce livre, Denis Bayon, Fabrice Flipo, François Schneider ont été souvent invités par plusieurs associations spécialisées dans le domaine de la solidarité internationale et leurs idées ont été jugées tout à fait dignes d'intérêt.

Les OC ne se sont jamais prononcés en faveur d'une décroissance des ressources qui serait la même sur l'ensemble des territoires de la planète.

Les OC sont favorables à l'augmentation des rations alimentaires et de bien d'autres choses, pour le milliard de personnes qui souffrent de la faim à travers le monde et pour les 4 milliards de personnes qui vivent dans des conditions pénibles. Les OC mettent l'accent sur la nécessité d'une réduction massive des inégalités mondiales.

Les OC défendent avec force la question de l'autonomie politique et culturelle des populations.

Pour S. Latouche, « la décroissance au Nord est une condition d'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud ».

Selon M. Rahnema, « ce qu'on continue d'appeler aide n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations. »

Les intellectuels du Sud cherchent une voie pour se penser entre une occidentalisation pure et simple et un traditionalisme considéré comme un vrai retour en arrière.

Selon M. Davis, la modernisation à marche forcée des pays du Sud représente une version extrême de ce qui a eu lieu dans les pays industrialisés : une petite partie de la population s'enrichit et se « modernise » en déposant une partie importante de la population qui se trouve reléguée dans des bidonvilles, transformant progressivement le monde en « bidonville global ».

#### **Une décroissance appauvrira-t-elle les pauvres ?**

Selon l'argument du « trickle down effect » ou « effet de ruissellement » si, à l'échelle globale, les riches ne s'enrichissent pas, les pauvres sont les premiers à pâtir de ce manque à gagner.

Selon la vision « marketing » du « trickle down effect », les nouveaux produits commencent leur carrière avec un statut de produits de luxe accessibles aux riches puis le prix chute et « tout le monde » peut les acheter. Il s'agit d'un mouvement de démocratisation décrit par G. Simmel.

Selon la vision économique du « trickle down effect », les réductions d'impôts relancent l'activité économique et bénéficient finalement à toute la société dans une proportion supérieure à ce qui se serait passé sans réduction d'impôts.

Critique de la vision « marketing » : les technologies de l'information sont peut-être les dernières à connaître la loi de Simmel. Aujourd'hui, de plus en plus, ce que les riches

peuvent obtenir, les pauvres ne l'obtiendront jamais car les ressources sont irremplaçables. Par exemple, le modèle de la zone pavillonnaire ne se démocratisera sans doute jamais. Et donc, pour que les pauvres soient plus riches, il faut que les riches soient plus pauvres... C'est le bon vieux partage revendiqué par les OC.

Critique de la vision économique : pour les OC, taxer les riches ne suffit pas car cette option repose sur l'hypothèse fautive qu'il existerait encore des possibilités techniques qui permettraient à « tout le monde » de devenir matériellement aussi riche que les classes supérieures occidentales. Certains auteurs vont plus loin et montrent que la croissance est intégralement causée par l'appauvrissement des autres.

Exemples : la promotion des « bio »-carburants s'est très vite traduite, dans les faits, par une croissance de la famine; du fait de la raréfaction des terres au Nord, réservées pour les parcs naturels à usage récréatif, les zones pavillonnaires ou les bœufs à usage alimentaire, les achats de terres vivrières des pays pauvres par des firmes multinationales du Nord se sont multipliées depuis 2004.

#### **Un modèle de décroissance universel ?**

Comme le disait S. Latouche, « rappelons que la décroissance n'est pas un concept, au sens traditionnel du terme, et qu'il n'y a pas à proprement parler de « théorie de la décroissance » (...) La décroissance est un slogan lancé par ceux qui procèdent à une critique radicale du développement afin de casser la langue de bois economiciste et de dessiner un projet de rechange pour une politique de l'après-développement. »

La diversité des contextes observables dans le monde interdit de définir un programme politique général qui serait valable dans tous les cas. Les revendications et les positions peuvent varier en fonction des conditions locales. En outre, compte tenu de l'absence relative de démocratie mondiale, il est difficile de savoir ce que veulent vraiment les peuples du monde entier et de le distinguer de ce que veulent leurs représentants et leurs élites.

Les OC introduisent souvent de la diversité par rapport à l'uniformisation marchande d'origine occidentale. Cela va-t-il à l'encontre de la paix entre les nations qu'apporterait le « doux commerce » ? Dans la pensée néolibérale, les êtres humains éprouvent un besoin irrépressible de possession et de consommation que le commerce doit permettre de satisfaire sans avoir recours aux armes. Selon de récentes études, il n'y a pas de corrélation entre l'intensité du commerce marchand entre deux pays et la propension à entrer en conflit.

## **9. La décroissance n'implique-t-elle pas une vision dirigiste ou autoritaire de la politique ?**

« Où l'on se rassure, aucune prise du Palais d'hiver ne se profile à l'horizon de la décroissance. »

#### **La décroissance totalitaire ?**

Les textes de V. Cheynet, P. Ariès ou S. Latouche, par exemple, montrent que la question de la démocratie et de l'égalité des conditions est au cœur de leur réflexion. Selon ces auteurs, l'une des raisons majeures qui rend la décroissance nécessaire, c'est la menace que les institutions de la croissance économique font peser sur la démocratie.

Peut-on encore parler de démocratie lorsque le téléspectateur moyen passe en France 4 heures par jour devant des programmes dont on ne peut pas dire qu'ils sont des plus émancipateurs ? Lorsque l'inégalité, le chômage et l'exclusion ne cessent de progresser ?

Le tort des OC ne serait-il pas plutôt de ne pas faire partie de l'establishment ?

Takis Fotopoulos affirme que l'idéologie de la croissance est ce qui est nécessaire à l'oligarchie en place pour renforcer son pouvoir. La démocratie « représentative » dans sa forme actuelle n'a été inventée que pour réduire à néant l'espoir démocratique porté par les Lumières. Le peuple peut voter, il sait que cela ne change rien. Le progrès ne peut pas être arrêté.

**Sommes-nous encore en démocratie ?**

Existe-t-il un mouvement de la décroissance qui envisage soit d'abolir le droit pour tenter de revenir à un ordre spontané soit de se l'approprier, de façon autoritaire, via un « homme fort » ou une « prise du Palais d'Hiver », pour imposer ses vues au plus grand nombre ? Les OC favorisent-ils des pratiques destinées à étouffer l'espace public, l'esprit critique, la recherche scientifique, etc. ?

Ceci étant dit, gardons-nous de faire de l'élection et de la représentation le gage absolu de la démocratie.

Tocqueville les jugeait tout à fait compatibles avec le despotisme : « Il y a, de nos jours, beaucoup de gens qui s'accrochent très aisément de cette espèce de compromis entre le despotisme administratif et la souveraineté du peuple, et qui pensent avoir assez garanti la liberté des individus, quand c'est au pouvoir national qu'ils la livrent (...) créer une représentation nationale dans un pays très centralisé, c'est donc diminuer le mal que l'extrême centralisation peut produire, mais ce n'est pas le détruire ». Cet auteur a insisté sur la nécessité de renforcer les pouvoirs locaux et la décentralisation administrative. Le « développement » a fait l'inverse : il a permis de donner plus de pouvoir à l'administration et aux grandes entreprises contrôlées par une caste. L'aristocratie s'est reconstituée, et la croissance sert surtout à la nourrir, afin qu'elle daigne donner un peu de travail aux autres.

La défense officielle de la démocratie ressemble de plus en plus à la défense de l'ordre établi.

**L'économie, c'est la démocratie ?**

L'existence d'une « science » économique révèle une absence de choix. La science économique repose toute entière sur l'idée qu'un agent voit sa condition s'améliorer sans qu'aucun autre agent ne voit sa situation se détériorer. Et si l'amélioration de la situation produit du mal, c'est un mal nécessaire selon la théorie scientifique du progrès. Les OC en appellent à une ouverture plus grande de choix.

La centralisation administrative révèle aussi une absence de choix. Cette centralisation prend la forme de ce qu'Alain Gras appelle des « macrosystèmes techniques » qui permettent l'organisation centralisée de la puissance via des systèmes d'information, appelés aussi réseaux. Dans les marchés de réseau, le coût d'investissement au départ est très important.

Dans le cas de la téléphonie, par exemple, le consommateur se trouve pris dans un filet qu'il n'a pas vu venir et dont il n'a jamais eu le temps d'évaluer les effets collectifs. Ces réseaux ne peuvent être mis en place que par la volonté de quelques individus détenteurs d'un pouvoir colossal. Ils utilisent les « early adopters » (premiers acheteurs) comme un cheval de Troie pour retourner les habitudes des consommateurs. Ces premiers

acheteurs sont des technophiles convaincus qui vont reléguer peu à peu les sceptiques dans la catégorie des « dépassés », « réactionnaires » et autres « has been ».

Aujourd'hui, même les plus fervents partisans de la liberté moderne sont bien obligés de reconnaître que la « main invisible » fonctionne très mal et qu'un monde basé sur cette imposture sera de moins en moins vivable : externalités de plusieurs dizaines de points du PIB, épuisement des ressources, etc.

Pour les OC, ce que la « démocratie de marché » appelle « choix privé », c'est le « libre choix » de différentes marques appartenant à une même entité centrale, la « mégamachine » selon une expression utilisée par S. Latouche.

**La différenciation, c'est la démocratie ?**

La différenciation dont il est ici question désigne la séparation progressive des sphères d'activité permettant à l'homme moderne d'échapper à un contrôle total du groupe tel que celui qui existerait dans la société « tribale ».

Il est certain qu'une politique de décroissance remettrait en cause l'extrême spécialisation économique des territoires et des êtres humains. Pour l'OC, il s'agit d'une libération et d'un approfondissement de la démocratie.

Premièrement, aucun OC ne défend une société tribale reposant sur une différenciation minimale (comme celle de la société Yanomami décrite par Claude Lévi Strauss) en tant que projet politique pour la France - ou même pour l'Ardèche.

Deuxièmement, de nombreux travaux mettent à mal la thèse selon laquelle les sociétés « prémodernes » seraient toutes sans exception indifférenciées et dépendantes de cosmologies qu'elles seraient incapables de critiquer.

Pour les OC, entre les sociétés « primitives » et les sociétés « développées », il existe toute une gamme de possibles à explorer.

Les OC reprennent à leur compte une série de critiques, qui ne sont pas nouvelles, adressées à l'encontre de la différenciation. Notamment :

- les vertus démocratiques de la différenciation contemporaine sont en grande partie illusoires;
- les macrosystèmes ne nous laissent guère le choix en matière de choix de modes de vie;
- la prolifération des savoirs ne produit pas nécessairement une meilleure intelligence collective de la situation.

**Quel rapport aux institutions ?**

Face à des institutions jugées peu démocratiques, les OC n'ont pas tous la même analyse ou la même stratégie.

V. Cheynet a mis sur pied un parti politique dédié à la décroissance.

S. Latouche estime que cela n'a pas lieu d'être.

V. Cheynet propose par exemple de réduire l'échelle des revenus dans un rapport de 1 à 4. Cette proposition ne fait pas de lui un tyran, elle peut être inscrite dans le droit sans recours à la violence...

Les OC recourent fréquemment à la désobéissance civile. Celle-ci renvoie à l'idée de désobéir à une obligation légale pour des motifs de conscience. Cette désobéissance doit être publique (non secrète), politique (non criminelle) et pacifique (non violente).

L'objection de croissance a été inventée pour faire le lien avec l'objection de conscience qui fut un mouvement pacifiste revendiquant la non-participation aux activités

militaires. En France notamment, ce mouvement fut persécuté et puni d'emprisonnement avant d'obtenir un statut en 1963.

Depuis que le mot décroissance circule, on ne voit pas des armées de prophètes déclarer dans les rues qu'il est temps de se repentir car la fin des temps est venue. On ne voit pas non plus les OC souhaiter la venue d'un homme providentiel. En revanche, on voit l'écologie gestionnaire défendre son pré carré au nom de la démocratie et de l'ordre établi.

L'usage de l'alarmisme fait débat au sein des OC car il est susceptible de faire le lit des tentations autoritaires : « nous n'avons plus le temps de décider démocratiquement de sauver la planète ». Dans les faits, on constate que les analyses « radicales » restent légitimes lorsqu'elles sont confinées aux cercles de pouvoir et qu'elles permettent d'accroître l'efficacité dans la gestion de la catastrophe.

Il faut rappeler que de nombreux partis ont recours à l'argument de l'urgence, avec moins de soupçons d'autoritarisme, quand il s'agit, par exemple, de sauver le système financier.

La posture de l'urgence n'implique pas nécessairement l'instauration d'un état d'exception. Il s'agit de savoir si la planète et les opprimés peuvent encore attendre un peu. Pour les OC, c'est non.

## 10. Pour conclure, que signifierait concrètement une politique de décroissance ?

*« Où les choses se compliquent encore un peu plus et où les lecteurs et lectrices devront eux-mêmes poursuivre l'histoire. »*

### Une critique de la technique à visée universaliste

Les débats qui agitent les OC pour envisager une politique publique de décroissance vont bien au-delà de la controverse traditionnelle « Réforme ou révolution ? ».

La constitution d'un espace politique où les acteurs peuvent se coordonner a permis le financement d'infrastructures publiques et la mise en place de lois et de réglementations instituant et encadrant l'économie marchande : politique fiscale, durée légale du travail, etc. Dans cette perspective, une politique publique décroissante apparaît contradictoire dans les termes puisque l'espace politique est un sous-système de la société de croissance.

Pour certains OC, il est très important de défendre les derniers paysages et les dernières relations humaines échappant à l'emprise bureaucratique, privée ou publique. Et il est aussi très important de recréer des lieux de délibération et d'action directes sur nos conditions de vie pour la faire reculer. Cette position est revendiquée par les OC se référant à la philosophie anarchiste tels que Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Pierre Fournier.

André Gorz rappelle que les pratiques populaires ont été très longtemps guidées par la volonté de limiter les besoins et donc, le travail à fournir. Les exemples ne manquent pas : guildes et corporations professionnelles, revendications anarchosyndicalistes (semaine des 4 jours, saint lundi...), sociétés paysannes, fêtes religieuses (1 jour sur 3 était férié avant la révolution française), etc.

Le succès des luttes égalitaires menées par l'écologie sociale entraînerait une diminution importante des marchandises à très haute technicité au profit de techniques « conviviales » telles que décrites par Ivan

Illich. Il pourrait signifier la fin ou en tout cas la réduction considérable de l'usage de l'Internet, du téléphone mobile, du GPS individuel, de la mobilité automobile permanente... En mourrait-on ? Notre dignité en serait-elle négativement ou positivement affectée ? Quels mouvements populaires semblent prêts-à-porter de telles revendications ? A ce jour, très peu mais est-ce une raison suffisante pour jeter l'éponge ?

### Un programme ? Des programmes ?

Le courant bioéconomiste propose pour les pays développés des politiques vertes en assumant - plus clairement que les écologistes gestionnaires - le fait que les conséquences de ces politiques sur les modes de vie ne seront pas légères. Par exemple, une fiscalité verte taxant lourdement les activités économiques les plus polluantes de façon à favoriser l'investissement dans les secteurs écologiques.

La conférence de Barcelone organisée en 2010 et intitulée « Aujourd'hui la décroissance » soumet au débat participatif dix propositions politiques radicales :

- promotion des monnaies locales et sans intérêt;
- mise en œuvre de la semaine de 3 jours;
- moratoire sur les méga-infrastructures;
- réduction de la publicité;
- limitation du prélèvement des ressources naturelles stockées dans le sous-sol;
- réutilisation des maisons vides et cohabitat;
- revenu inconditionnel;
- revenu maximum;
- mise en place de l'innovation frugale;
- de nouveaux statuts pour l'action collective à but non lucratif.

« Le pari de la décroissance », pour reprendre le titre de l'ouvrage de S. Latouche, repose sur la possibilité d'une libération de l'initiative populaire.

P. Ariès propose une stratégie à trois niveaux :

- la simplicité volontaire comme mise en œuvre de pratiques alternatives et comme « cure de désintoxication »;
- les expérimentations locales qui permettent de se rassembler et de ne pas rester isolé;
- le programme politique, présenté en priorité aux élections locales.

V. Cheynet propose notamment :

- la relocalisation de l'économie fondée sur de petites entités;
- le démantèlement des multinationales;
- la sortie progressive de l'automobile;
- le renforcement des TER au détriment des TGV;
- la sortie des énergies fossiles;
- la fin des zones pavillonnaires;
- l'instauration d'un revenu maximal autorisé (RMA) à hauteur de 4 fois le SMIC;
- l'interdiction de posséder plus de deux logements;
- le gouvernement démocratique de la recherche scientifique professionnelle et la fin du sport professionnel.

P. Ariès propose la gratuité pour les usages et le renchérissement des mésusages :

- taxer les piscines particulières, les transports privés polluants, etc.;

- rendre gratuits les piscines municipales, les transports collectifs, etc.

Il défend aussi le RMA, un revenu universel versé inconditionnellement et souhaite un retour de l'usager à la place du consommateur.

V. Cheynet et P. Ariès se définissent comme « sociaux-démocrates ».

Dans sa vision culturaliste, S. Latouche maintient une distance relative par rapport aux engagements politiques particuliers. Son souci permanent des valeurs, de la pédagogie et de l'exemplarité peuvent le situer dans une mouvance antiautoritaire. Il s'est opposé à la création du Parti pour la Décroissance.

Quelques-unes de ses orientations :

- redistribuer la terre, le travail, les revenus entre les générations et entre les citoyens;
- morceler les villes géantes en quartiers de quelques dizaines de milliers d'habitants, seule échelle à laquelle les citoyens peuvent vraiment prendre part aux décisions, etc.

Il ne condamne pas totalement la démocratie représentative.

A la différence de T. Fotopoulos, il la relocalise et propose un droit de révocation des élus, le référendum d'initiative populaire et, dans certains cas, la participation directe.

Bien que cédant aux séduisantes sirènes de la « révolution numérique », André Gorz se situe aussi dans cette mouvance antiautoritaire et lui aussi ne rejette pas totalement la démocratie représentative.

Il a défendu trois positions politiques principales :

- la perception d'un revenu suffisant pour vivre indépendamment des quantités de travail fournies via le versement d'un revenu d'existence ou le fonctionnement d'une sécurité sociale;
- une forte réduction du temps de travail individuel;
- la création d'espaces d'autonomie qui favoriserait les activités d'autoproduction, la relocalisation du travail, la vie communautaire.

On le voit les propositions de tous ces auteurs balayent un large spectre :

- certains délégitiment les médiations politiques;
- d'autres revendiquent un républicanisme assurant des politiques de rupture;
- d'autres encore occupent des positions intermédiaires qui visent une transformation radicale des institutions politiques, en relativisant leur importance tout en reconnaissant leurs fonctions essentielles de médiation.

On imagine bien que cette hétérogénéité [de stratégies et d'analyses] permettra sans doute d'instruire le procès d'un mot, la décroissance, incapable de créer un programme de parti ou un nouveau modèle économique. Un tel procès risque de manquer l'essentiel : les controverses entre OC sont bien plus riches et intéressantes que celles opposant les gestionnaires d'une économie de croissance en bout de course.

## ANNEXE 1

[« Passages où Smith emploie l'expression

*La main invisible* est initialement une expression employée à trois reprises dans l'œuvre

d'Adam Smith :

dans *History of Astronomy*

« Car il peut être observé que dans toutes les religions polythéistes, parmi les sauvages comme dans les âges les plus reculés de l'antiquité, ce sont seulement les événements irréguliers de la nature qui sont attribués au pouvoir de leurs dieux. Les feux brûlent, les corps lourds descendent et les substances les plus légères volent par la nécessité de leur propre nature ; on n'envisage jamais de recourir à la « main invisible de Jupiter » dans ces circonstances. Mais le tonnerre et les éclairs, la tempête et le soleil, ces événements plus irréguliers sont attribués à sa colère. »

Adam Smith « *History of Astronomy* », 1755~, in W.P.D. Wightman and J.C. Bryce (eds), *Adam Smith Essays on Philosophical Subjects*, Clarendon Press, 1981, p. 49

dans la *Théorie des sentiments moraux*

« Le produit du sol fait vivre presque tous les hommes qu'il est susceptible de faire vivre. Les riches choisissent seulement dans cette quantité produite ce qui est le plus précieux et le plus agréable. Ils ne consomment guère plus que les pauvres et, en dépit de leur égoïsme et de leur rapacité naturelle, quoiqu'ils n'aspirent qu'à leur propre commodité, quoique l'unique fin qu'ils se proposent d'obtenir du labeur des milliers de bras qu'ils emploient soit la seule satisfaction de leurs vains et insatiables désirs, ils partagent tout de même avec les pauvres les produits des améliorations qu'ils réalisent. Ils sont conduits par une main invisible à accomplir presque la même distribution des nécessités de la vie que celle qui aurait eu lieu si la terre avait été divisée en portions égales entre tous ses habitants ; et ainsi, sans le vouloir, ils servent les intérêts de la société et donnent des moyens à la multiplication de l'espèce. »

Adam Smith, 1999 [1759], *Théorie des sentiments moraux*, Léviathan, PUF, p.257

dans la *Richesse des Nations*

« À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises

de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir. »

Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Livre IV, ch. 2, 1776 ; d'après réédition, éd. Flammarion, 1991.

Dans le domaine socio-économique qui est celui de la deuxième et de la troisième occurrence, cette formule évoque l'idée que des actions guidées par notre seul intérêt peuvent contribuer à la richesse et au bien-être commun. Malgré sa place très modeste dans l'oeuvre de Smith, cette expression est devenue très populaire, au point de faire l'objet de nombreux commentaires et de nombreuses interprétations, dont certaines portent sur le sens qu'elle avait pour Smith dans le contexte de son époque, et la plupart sur les usages qui en ont été faits postérieurement par d'autres auteurs (...)

### Les diverses interprétations de la main invisible

#### La classification de Grampp

Grampp a recensé neuf façons d'interpréter la main invisible (...) interprétations proposées par des chercheurs :

1. La force qui fait de l'intérêt de l'un l'intérêt des autres. C'est ce qu'**Elie Halévy** appelle l'harmonisation naturelle des intérêts. C'est aussi l'interprétation la plus répandue, nous y reviendrons plus loin. Elle a été notamment défendue par **Cropsey** et **Sugden**.
2. Le mécanisme des prix. C'est une interprétation presque aussi commune que la précédente, nous l'étudierons plus en détail ultérieurement.
3. Une **métaphore** de l'idée de conséquences inattendues. Pour **Grampp** (2000, p.446) c'est celle des néo-autrichiens. **Vaughn** (1987, p.997) écrit : « La « main invisible » est une **métaphore** utilisée par **Smith** pour le principe par lequel un ordre social bénéfique émerge des conséquences inattendues des actions individuelles des être humains »
4. La concurrence, C'est ce qu'affirme **Rosenberg** mais pour **Grampp** rien dans l'oeuvre de **Smith** ne viendrait étayer cette thèse, **Bruno** partage cette position et écrit qu'« on ne peut pas la comparer non plus à la concurrence pure et parfaite ».
5. La « main invisible » est simplement l'avantage mutuel à l'échange (**Frank Knight**). Pour **Grampp** cette idée se trouve déjà chez **Cicéron** auquel **Smith** aurait pu prendre aussi une idée ou deux sur les bénéfices de la division du travail et du bien-être matériel.
6. Une plaisanterie ou une métaphore ironique (**Emma Rotschild** 2001). Ce point est développé plus loin.
7. Un processus évolutionniste. **Cosmides** et **Tooby** (1994) pensent que la « main invisible » est le processus par lequel les êtres humains acquièrent la connaissance, les savoirs faire et les habitudes qui les guident quand ils achètent et vendent à maximiser leur intérêt et celui de leur pays. Pour **Grampp** ces thèmes ne sont pas étrangers à **Smith** mais n'ont rien à voir avec la « main invisible ».

8. « Une force providentielle part d'un ordre naturel ». C'est l'interprétation de **Jacob Viner** de **Spiegel** (1979) et d'**Evensky** (1993).

9. La force qui restreint les exportations de capital et contribue à la sécurité d'un pays (**Persky** 1989).

Un des mérites de l'article de **Grampp** (2000) est d'insister sur le fort pouvoir rhétorique, la grande capacité d'évocation de l'expression « main invisible », et de montrer que parfois nous l'interprétons plus en fonction de l'idée que nous en avons que de ce que **Smith** a réellement écrit. Toutefois, sa typologie mélange des interprétations de niveaux différents, c'est sa faiblesse. En effet alors que certaines interprétations fixent un cadre général de pensée ou font de la « main invisible » une métaphore d'un tel cadre, d'autres sont très techniques, tandis que certaines visent surtout à minimiser la portée de la « main invisible » ou à les dissocier (...) »]

(Source: [http://wikipedia.org/wiki/Main\\_invisible](http://wikipedia.org/wiki/Main_invisible))